


Analyse



Innovation en matière
d'épargne : résultats
d'un projet hongrois
avec des Roms

Réseau **Financement
Alternatif**

Ensemble, changeons la finance



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Bien que les montants épargnés soient limités, les expériences de micro-épargne ont démontré l'utilité, sur les plans psychologique et financier, de mettre de l'argent de côté pour des personnes à faibles revenus. La population rom en Hongrie, vivant majoritairement en situation de précarité, ne fait pas exception. Quels sont les enjeux pour une expérience de micro-épargne réussie avec des personnes de la communauté rom ? Dans quelle mesure ces apprentissages pourraient-ils être transposables au contexte belge ?

1 Introduction et contexte

Dans le cadre du projet européen *Social innovation and mutual learning in micro-savings* (SIMS), des projets pilotes visant à promouvoir l'épargne auprès de publics à faibles ressources en Hongrie, en France et en Belgique ont été évalués par le Crédoc, un centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie. Le but principal était de discerner le changement de comportement en matière d'épargne entre un groupe témoin et un groupe bénéficiaire de l'expérience (se composant, selon les cas, d'un incitant à l'épargne, de modules d'éducation financière ou de ces deux éléments combinés).

Cette analyse décrit le projet pilote mené en Hongrie auprès de populations majoritairement roms. Nous détaillerons ensuite les forces et les faiblesses du projet ainsi que ses facteurs-clefs de succès. Enfin, nous examinerons dans quelle mesure une telle expérience pourrait être envisagée auprès de la population rom en Belgique.

2 Une expérience de micro-épargne pour des groupes de population roms menée en Hongrie

L'objectif de l'expérience menée en Hongrie par le partenaire hongrois du projet SIMS, *Autonomia*, est de promouvoir l'épargne et de fournir des cours d'éducation financière. Le public cible est la population à bas revenus, en l'occurrence, principalement la population rom, car celle-ci est sur-représentée parmi les personnes pauvres en Hongrie. Les participants au programme proviennent donc de cette communauté et se localisent concrètement dans 14 villages¹ du Nord et du Sud de la Hongrie.

Trois types d'actions ont été développées de manière conjointe :

¹ Au Nord : Tomor, Selyeb, Rásonysáberencs, Kázmárk, Homrogd. Et au Sud : Tolnanémedi, Kölesd, Szedres, Váralja, Kisvejke, Tevel, Iregszemcse, Tengelic et Barcs.

- **Compte de développement individuel (CDI) :** Cette **méthode individuelle d'épargne** repose sur le principe que chaque participant définit, au début de l'expérience, le montant qu'il souhaite économiser. Le montant à épargner par mois est fixé individuellement. Un compte gratuit est ouvert auprès d'une coopérative locale. Si le participant épargne au moins 8 mois sur 10, son montant épargné est doublé. L'argent ainsi épargné doit être utilisé pour des objectifs en relation avec le logement. De plus, les participants s'engagent à assister à une formation sur l'éducation financière et les techniques d'économie d'énergie.

- **Banque de la chance (BC) :** Cette **méthode collective d'épargne** repose sur la création de groupes de 6 à 10 participants qui se réunissent mensuellement. Un compte bancaire est ouvert pour chaque participant, ce qui lui permet d'économiser à intervalles réguliers avant d'avoir le droit de solliciter un prêt auprès de la banque². Les prêts doivent être remboursés avec un taux d'intérêt décidé par le groupe. Un système de rotation est organisé : un seul membre à la fois peut obtenir un prêt ; il doit le rembourser intégralement avant qu'un autre membre puisse en obtenir un à son tour. Les participants s'engagent aussi à assister à une formation sur l'éducation financière et les techniques d'économie d'énergie.

- **Communautés auto-financées (CAF) :** Autre **méthode collective**, la CAF fonctionne grâce aux contributions de petits montants apportées par ses membres. Au bout d'un certain temps, ceux-ci s'accordent des prêts pouvant aller jusqu'à 3 ou 4 fois le montant épargné individuellement par chaque membre. L'argent est épargné dans une boîte, pas sur un compte bancaire. Les détails organisationnels (tels que les taux d'intérêt, la valeur d'une part, les rôles des membres...) sont fixés par les membres de la CAF. Chaque CAF a donc ses propres règles. Les membres gèrent eux-mêmes le suivi de leur épargne et décident ensemble d'accorder ou non un prêt à celui qui en fait la demande. L'éducation financière se fait à travers l'apprentissage du fonctionnement de la CAF.

Comme dans les autres expériences du projet SIMS, les impacts du projet ont été évalués par le Crédoc à l'aide d'un questionnaire soumis avant et après l'expérience aux bénéficiaires mais aussi à un groupe témoin composé d'une population similaire dans d'autres villages. Au-delà de cette enquête quantitative, des données factuelles sur les participants ont également été recueillies. Des entretiens qualitatifs ont aussi

² Dans ce modèle, Autonomia Foundation a collaboré avec la coopérative Mikrohittel pour la fourniture de crédits.

été menés avec les différentes parties prenantes du projet : les mentors, chargés de recruter les bénéficiaires et de mener l'expérience, les coordinateurs du projet et les bénéficiaires eux-mêmes.

Le recrutement des bénéficiaires s'est opéré grâce à des mentors représentant Autonomia, le partenaire hongrois du projet SIMS. Ceux-ci ont joué un rôle essentiel pour trouver les participants, les convaincre, puis mettre en place l'expérience sur le terrain avec l'aide des coordinateurs d'Autonomia, suivre les opérations et trouver des solutions pour éviter les abandons en cours de route. De plus, ils assuraient l'interface entre les bénéficiaires et Autonomia.

Au total 239 bénéficiaires ont été impliqués dans le dispositif, mais seuls 110 ont répondu aux deux vagues de questionnaires. Le groupe témoin, lui, se réduit à 63 personnes après le second tour du questionnaire. Les profils des deux groupes sont assez proches pour pouvoir tirer des conclusions sur les effets de l'expérience.

3 L'efficacité du dispositif

Les apprentissages du dispositif en Hongrie sont multiples. Des forces et des faiblesses ainsi que des facteurs-clefs de succès sont à noter³.

3.1 Forces

Un impact positif en matière d'épargne

Parmi les forces du projet pilote, trois se démarquent plus particulièrement. La première est sans aucun doute l'**impact positif sur les comportements d'épargne**. Cet objectif est clairement atteint puisque +37 % des bénéficiaires ont augmenté leur rythme d'épargne versus +4 % seulement parmi le groupe témoin. Respectivement, les participants ont épargné en moyenne 125 € avec la méthode CDI, 91 € avec la méthode BC et 13 € avec la méthode CAF. Rappelons que, dans la méthode CDI, le montant épargné final est doublé, il y a donc un fort incitant à mettre de l'argent de côté.

La seconde force du projet est l'**effet positif de dynamique de groupe**. Ainsi, on observe des taux de déperdition des participants beaucoup plus faibles pour les méthodes collectives, respectivement 5 % pour les CAF, 23 % pour la BC versus un taux beaucoup plus élevé pour la méthode individuelle (67 %) pour les CDI.

³ ALDEHÌ I., GILLES L. BERNAT A. *Impact assessment report on the programme implemented in Hungary. [en ligne]. Paris : CREDOC, 2013.* Disponible sur : <http://www.fininc.eu/on-going-eu-projects/social-innovation-on-micro-savings-2011-2013/final-conference-workshops,en,151.html> (consulté le 20.10.2013)

Les rencontres occasionnées par le projet pilote ont permis d'améliorer l'intégration sociale des villageois et de nouer des liens de solidarité et d'entraide (couper le bois, garder les enfants...). Le fait de se rencontrer dans ce cadre leur a donné confiance dans le projet et la motivation de continuer bien que leur situation financière soit difficile. Cette expérience leur a prouvé que, malgré un contexte socio-économique de crise, il est possible d'épargner et d'améliorer sa situation.

Le troisième est le fait que les **bénéficiaires**, après l'expérience, sont **moins en découvert bancaire** et **plus prudents** par rapport au **crédit**, contrairement au groupe témoin. Le projet SIMS a permis aux bénéficiaires par les méthodes BC et CAF d'avoir accès à des prêts, ou par la méthode CDI, d'obtenir une bonification de leur épargne, leur facilitant ainsi de faire face à leurs dépenses.

3.2 Faiblesses

On relève deux faiblesses majeures dans le projet pilote mené en Hongrie.

La première est une **déperdition importante** des participants à la **méthode CDI**. En effet, cette méthode, contrairement aux deux autres, est individuelle et donc jugée moins motivante. Un manque de confiance des villageois explique aussi cette déperdition : peu d'entre eux, lors de l'expérience, arrivent à croire que leur pécule sera effectivement doublé à la fin du projet pilote. Enfin, la méthode CDI ne permet pas de prêt et incite à une épargne soutenue et régulière, ce qui n'est pas simple pour la population ciblée.

La seconde faiblesse est la **détérioration du suivi budgétaire et financier** des bénéficiaires. On pourrait penser que le fait d'assister à une formation en éducation financière améliore la gestion budgétaire. Or, à l'issue du pilote, moins de bénéficiaires déclarent préparer un budget après l'expérience qu'avant. Ceci est majoritairement dû au fait que les répondants estimaient faire leur budget avant l'expérience, mais qu'à la suite des sessions de formation, ils se sont rendu compte que ce n'était pas un « budget » comme l'entendaient les formateurs ; ils ont donc répondu ne pas en faire. De plus, il est apparu que les bénéficiaires ne suivaient pas l'évolution des montants épargnés sur leur compte bancaire et qu'ils ne vérifiaient pas s'il y avait des erreurs sur celui-ci.

3.3 Facteurs clefs de succès

Quatre facteurs-clefs de succès sont à souligner. Le premier est la **confiance du public cible dans les mentors**. Ces derniers ont joué un rôle crucial, car ce sont eux qui ont recruté les villageois, les ont motivés à rester dans le projet et les ont incités à avoir confiance dans celui-ci.

Le second élément clef est l'**importance des méthodes collectives** versus la méthode individuelle testée. Effectivement, un aspect à ne pas négliger est l'effet positif des dynamiques de groupe. Plusieurs bénéficiaires des méthodes CAF ou BC rapportent ainsi avoir trouvé les moments de rencontre conviviaux. Une entraide s'est créée, pas seulement au niveau financier, mais également sur le plan humain.

L'importance de la dynamique de groupe

Un troisième point important est l'**adaptation des méthodes** à utiliser en fonction des **spécificités du groupe**. Parmi les méthodes collectives, la CAF, par sa flexibilité (plus efficace pour obtenir rapidement un prêt car il n'y a pas d'intermédiaire), semble être plus appropriée aux personnes à revenus très modestes. D'un autre côté, la méthode BC est vue comme « offrant de plus grandes perspectives » et serait donc plus adaptée à un public à revenus modestes.

Enfin, le quatrième facteur-clef de succès est la **flexibilité** des actions menées en termes de règle d'épargne, de montants à épargner mais aussi de *timing* par rapport à l'objectif fixé. Il est important de tenir compte de la réalité de la population rom, qui vit dans un environnement économique instable. Ce sont les mentors qui, parfois, ont négocié avec le partenaire hongrois Autonomia afin qu'il y ait plus de souplesse concernant les montants à épargner ou afin qu'il soit possible de retirer son argent pour le remettre ensuite le mois suivant. Les mentors ont préconisé également de débiter ce type d'expérience avant l'hiver afin que la rénovation des maisons ou l'achat de bois soient des incitants forts.

4 Un tel projet est-il possible en Belgique ?

Il est entendu que les contextes nationaux, notamment concernant le niveau de pauvreté, sont différents en Hongrie et en Belgique. La part de la population en situation de pauvreté ou d'exclusion sociale dans les deux pays, et en Europe de manière générale, le montre bien. Le tableau ci-dessous illustre le fait qu'environ 31 % de la population, soit 3 millions de personnes, sont dans cette situation en Hongrie, versus 21 % en Belgique, soit environ 2 millions de personnes.

Tableau 1 : Part de la population en situation de pauvreté ou d'exclusion sociale

	Risque de pauvreté	Privation matérielle sévère	Faible intensité de travail	Population avec au moins un de ces 3 critères
Union européenne (27)	16,9	8,8	10	24,2
Belgique	15,3	5,7	13,7	21
Hongrie	13,8	23,1	12,1	31

Source : Eurostat 171/2012

Créer un partenariat avec des organisations en contact avec la population rom

Toutefois, le public visé par le projet pilote en Hongrie, c'est-à-dire la population rom, est également une population précarisée en Belgique : « La Belgique reconnaît que les Roms constituent un groupe défavorisé particulièrement exposé à l'exclusion sociale, la pauvreté et la discrimination. »⁴ L'estimation de la population rom en Hongrie (7,5 %⁵, soit environ 750 000 personnes) reste toutefois autrement plus importante comparée à celle vivant en Belgique (0,3 % soit 30 000 personnes).

En Hongrie, le partenaire hongrois Autonomia du projet européen SIMS travaille depuis plus de vingt ans avec la population rom. Pour penser à mettre en place un projet pilote combinant éducation financière et incitant à l'épargne en Belgique, il faudrait créer un partenariat avec une ou plusieurs organisations ayant des contacts avec la population rom.

Il faut savoir que le terme **Rom** recouvre **plusieurs minorités** : les Manouches (ou Sinti), les gens du voyage, les Roms et les Roma⁶. Leurs situations sont très diverses : certains ont la nationalité belge, d'autres non ; certains sont sédentaires, d'autres mobiles ; certains vivent sur le territoire belge depuis leur naissance, d'autres depuis trois mois, etc. En revanche, Ivan Ivanov, directeur du réseau *European Roma Information Office* (ERIO) déclare : « Mais au fond, tous souffrent des mêmes discriminations. Les enjeux sont les mêmes : l'accès aux soins, à l'éducation, au logement... ».

Ceci explique certainement en partie que le tissu associatif en relation avec cette population soit plutôt « décousu et fragile »⁷. En Belgique, ERIO semble être la seule organisation travaillant avec les Roms au niveau national. Cela dit, un Conseil belge des Roms, Sinti et Gens du Voyage (CRSGV) a vu le jour en juin 2012, ce qui pourrait faciliter les démarches à l'avenir. En Wallonie, le Centre de Médiation des Gens du Voyage et des Roms vise à améliorer leurs conditions de vie, à promouvoir une cohabitation harmonieuse entre les populations et à venir en soutien des politiques ou des pratiques socioéducatives vis-à-vis des réalités vécues par les différentes familles. Enfin, tout récemment, en octobre 2013, une organisation nommée « Dignité Roms » a été fondée dans le but de recueillir et conserver les

4 SPP Intégration sociale. « Stratégie nationale pour l'intégration des Roms ». [en ligne]. Bruxelles : SPP Intégration Sociale, 2012. Disponible sur :

http://ec.europa.eu/justice/discrimination/files/roma_belgium_strategy_fr.pdf (consulté le 20.10.2013).

5 Support Team of the Special Representative of the Secretary General of the Council of Europe for Roma Issues. « Estimates and official numbers of Roma population in Europe ». [en ligne]. Bruxelles : Support Team of the Special Representative of the Secretary General of the Council of Europe for Roma Issues, 2012. Disponible sur : http://hub.coe.int/c/document_library/get_file?uuid=3f6c4a82-0ca7-4b80-93c1-fef14f56fdf8&groupId=10227 (consulté le 20.10.2013).

6 Pour une brève description des différences entre ces populations, voir pp. 6-7 SPP Intégration Sociale, *op. cit.*

7 SPLEETERS D. « Un patchwork associatif ». *Migrations magazine* [en ligne]. 2012, n° 6. Disponible sur : <http://www.migrations-magazine.be/les-numeros/6-roms-tsiganes-gitans-les-malentendus/item/117/117> (consulté le 20.10.2013).

témoignages des Roms sur la période noire de la Seconde Guerre mondiale. Ces associations sont autant de **relais potentiels** pour construire des **relations** avec les **populations roms en Belgique** et en Europe.

La plupart des **priorités d'actions** de ces associations sont calquées sur les grands objectifs du « Cadre pour les stratégies nationales d'intégration des Roms » de la Commission européenne. Ces objectifs prioritaires sont **l'accès à l'éducation, au travail, aux soins de santé et au logement**. Ainsi, un projet pilote combinant éducation financière et incitant à l'épargne pourrait, par exemple, s'intégrer dans l'objectif d'accès à l'emploi, en relation avec l'importance de préparer et de suivre un budget pour mettre de l'argent de côté dès que c'est possible.

Un tel projet serait envisageable en Belgique, en s'appuyant sur les facteurs-clefs de succès de l'expérience hongroise, tels que le recours à des mentors ou « médiateurs », comme relais auprès de la population rom ; l'utilisation d'une méthode collective d'épargne pour susciter une meilleure inclusion sociale ; et l'adaptation des contenus aux publics bénéficiaires spécifiques, la population rom en Belgique étant très hétérogène.

En Hongrie, l'argent mis de côté par les Roms a principalement servi à acheter du bois de chauffage, des fours ou à financer la **rénovation de logements**. Constituer une épargne pour accéder à un logement décent pourrait faire l'objet d'un projet pilote en Belgique. D'autres objectifs d'épargne tels que ceux, par exemple, liés à la **mobilité** (voiture de seconde main, vélo, moto, permis) ou au montage d'**activité professionnelle** afin de faciliter **l'accès au travail** pour cette population pourraient également être utiles à mettre en place.

5 Conclusions

L'expérience de micro-épargne menée auprès de la population rom en Hongrie a porté ses fruits. Par comparaison au groupe témoin, elle a eu un impact positif sur les comportements d'épargne, sur les relations entre participants, a engendré une moindre propension à être en découvert bancaire et une plus grande prudence par rapport au crédit.

Bien qu'en nombre plus restreint qu'en Hongrie, la population rom est également présente en Belgique et y est, tout comme en Hongrie, défavorisée. Par ailleurs, il existe une stratégie nationale pour l'intégration des Roms qui pourrait servir de cadre pour mener un projet de micro-épargne similaire en Belgique. Il faudrait alors établir des liens avec la population rom grâce à des organisations travaillant avec elle pour gagner sa confiance, mieux comprendre ses habitudes et mettre en place un programme adapté.

*Retrouvez toutes
nos analyses sur
www.financite.be*

*Annika Cayrol
Octobre 2013*